**Résolution du CHSCT et date**

**1°) Motivations de l’expertise**

Conformément à l’ordre du jour de la réunion du CHSCT du ..…… (date), le CHSCT de l’établissement/entreprise ……..(nom) est consulté sur un projet important modifiant les conditions de travail au sens de l’article L.4612-8 du Code du Travail. (Indiquez le nom du projet)………..

*Il s’agit de*

*- préciser les services, les salariés, les sites, les métiers concernés et leur nombre puis décrire succinctement la nature du projet ;*

*- Préciser les motivations avancées par la Direction.*

*- Indiquer alors les inquiétudes, doutes du CHSCT et/ou le manque d’informations sur les conséquences/les impacts du projet en termes de conditions de travail et/ou d’éventuelle aggravation des risques professionnels.*

**Conformément à l’art. L.4614-12 du Code du travail, le CHSCT de l’établissement décide donc de recourir à un expert afin de l’aider à appréhender et à évaluer le projet…… (nom) pour lequel il est consulté.**

*Périmètre de l’expertise : Services et salariés concernés :*

Les salariés/agents concernés par l’expertise appartiennent aux services suivants………

Indiquer le nombre de salariés concernés et éventuellement les métiers ou fonctions particulièrement ciblés.

**2°) Le choix de l’expert :**

Pour cette mission, le CHSCT désigne le cabinet DS&O, agréé par le Ministère du Travail,

**Développement Social et Organisation**

**28 bd Kellermann**

**75013 Paris**

**3°) Le « cahier des charges » de la mission d’expertise :**

*A compléter et à préciser*

La mission confiée à l’expert aura plusieurs objectifs :

* Analyser les conditions de travail des services et métiers concernés par le projet.
* Analyser le projet présenté et en évaluer les effets en termes de conditions de travail et de risques professionnels.
* Aider le CHSCT à avancer, dans le cadre du projet, des propositions de prévention des risques professionnels et d’amélioration des conditions de travail.

**4°) La désignation d’un membre pour faire appliquer la résolution :**

Nous donnons mandat à M/Mme………………, Secrétaire (ou membre) du CHSCT pour prendre toutes les dispositions nécessaires à l’exécution de cette décision, notamment de prendre contact avec l’expert désigné et éventuellement d’engager, pour défendre les intérêts du CHSCT, toutes les procédures administratives ou judiciaires requises.

Résultats du vote :

**POUR :**

**CONTRE :**

**ABSTENTIONS :**